

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 janvier 2026

Ma retraite générale est passée à 281,81€ la complémentaire est d'environ 140€ je remercie les syndicats pour ce traitement de faveur !

Il y en a qui n'ont jamais cotisé à la SS et qui bénéficient du minimum vieillesse en guise de retraite, soit plus du double que moi qui ai cotisé 20 ans, je pense que cela doit correspondre à leur conception de la justice sociale et syndicalisme.

Ma santé s'améliore.

Une mystification qui a foiré.

En forte baisse, l'épidémie de mpox en Afrique n'est plus une «urgence sanitaire continentale», selon le CDC - RFI 23 janvier 2026

J-C - Un milliard de dollars a été dépensé pour soi-disant contenir cette épidémie instrumentalisée, car en réalité elle s'est éteinte naturellement, comme celle du Covid ou de la grippe...

Non, non, la surpopulation n'existe pas, elle n'est pas un problème. Vraiment ?

La pénurie d'eau est si dramatique et inquiétante que les scientifiques parlent désormais de « faillite hydrique » - Le HuffPost 21 janvier 2026

Le monde est entré dans une ère de « faillite hydrique », a alerté ce mardi 20 janvier un rapport de l'ONU.

« *Les termes “stress hydrique” et “crise de l'eau” ne suffisent plus à décrire les nouvelles réalités mondiales* », expliquent ces travaux de l'Institut de l'Université des Nations Unies pour l'eau, l'environnement et la santé.

Ces termes ont été « *formulés comme des alertes concernant un avenir encore évitable* », mais une « *nouvelle phase* » a été franchie et de nombreux systèmes hydriques ont été irrémédiablement dégradés, nécessitant une nouvelle classification, soulignent les chercheurs.

Pour décrire la nouvelle situation, le rapport propose donc le terme de « *faillite hydrique* ». Concrètement, cela signifie que des régions de la Planète bleue utilisent plus d'eau douce que la

nature est capable de renouveler, et que par ailleurs les dommages causés aux ressources naturelles (zones humides, nappes phréatiques...) « *deviennent difficiles à réparer* », définit le scientifique Kaveh Madani, qui a dirigé l'étude, dans le journal The Conversation.

Selon ce chercheur, ce stade de « *faillite hydrique* » a été atteint en raison de captages trop nombreux et volumineux dans les eaux souterraines, notamment pour l'agriculture, une activité responsable d'environ 70 % des prélevements mondiaux d'eau douce. « *Nous volons la part d'eau dont la nature a besoin* », souligne également Kaveh Madani. Mais cette situation d'endettement ne peut pas durer et la Terre ne peut plus répondre à nos demandes d'eau croissantes.

Résultat : les lacs rétrécissent et de plus en plus de grands fleuves ne se jettent plus dans la mer pendant certaines périodes de l'année. Les zones humides ont également disparu à grande échelle : environ 410 millions d'hectares – soit presque la superficie de l'Union européenne – n'existent plus depuis cinquante ans.

Autre signe de cette pénurie hydrique : environ 70 % des principales nappes phréatiques utilisées pour l'eau potable et l'irrigation connaissent un déclin à long terme.

Les crises de type « *Day Zero* », quand la demande en eau dépasse les ressources disponibles obligeant à fermer les robinets domestiques et à rationaliser strictement les usages, ont tendance à se multiplier dans les villes.

À cause de la pollution générée par les activités humaines (agricultures, transports, industrie...), l'eau douce est de plus en plus de mauvaise qualité.

Les conséquences sont visibles sur tous les continents habités, même si tous les pays ne sont pas, individuellement, en situation de pénurie d'eau, ajoute auprès de l'AFP le chercheur Kaveh Madani. « *Mais cela nous alerte sur le fait que de nombreux systèmes à travers le monde sont en situation de faillite* », et une refonte des politiques est nécessaire, affirme le directeur de l'institut, considéré comme le « *laboratoire d'idées sur l'eau* » des Nations Unies. « *Reconnaissons cette dure réalité dès aujourd'hui avant de causer des dommages irréversibles* ».

Le rapport, qui s'appuie sur des données et des statistiques existantes et est basé sur une version évaluée par des pairs, « *met en lumière une dure réalité : la crise mondiale de l'eau a atteint un point de non-retour* », estime pour sa part Tim Wainwright, directeur général de l'organisation caritative WaterAid.

Alors que seul 0,5 % de l'eau sur Terre est douce, utilisable et disponible, les auteurs de l'étude de l'ONU appellent à imposer des limites de consommation et à ne pas reporter la charge sur les générations futures.

Plus d'eau... mais trop d'alcool!

Chute historique de la demande d'alcool : les stocks des fabricants de spiritueux explosent - RT 19 janv. 2026

La demande de scotch, de whisky, de cognac et de tequila connaît actuellement une chute historique, entraînant une hausse considérable des stocks de boissons invendues. Selon un article du

Financial Times, publié le 18 janvier, les fabricants de boissons alcoolisées sont désormais contraints de stopper la production de leurs distilleries et de baisser drastiquement leurs prix afin de tenter d'écouler des stocks qui ne cessent de s'accumuler, jusqu'à atteindre 22 milliards de dollars de spiritueux en vieillissement. Il s'agit du niveau de stock le plus élevé depuis plus d'une décennie pour Diageo, Pernod Ricard, Campari, Brown-Forman et Rémy Cointreau, les plus grands producteurs mondiaux de boissons alcoolisées.

Lu.

420 milliards de dollars, c'est le « *marché* » du diabète aux USA en 2025. Voici le précieux marché américain du malade des glucides en quelques chiffres : 35 millions d'insuffisances rénales pour DaVita le leader de la dialyse, 140 millions de malades avec un diabète ou un prédiabète qui seront les clients à vie de l'industrie pharmaceutique pour les pilules et injections et enfin 150 000 amputations par an pour les chirurgiens. Le business du diabète est gros et en croissance.

Le nombre de personnes atteintes de diabète passé de 200 millions en 1990 à 830 millions en 2022 et 1 milliard probablement en 2030. Ce sont déjà 4 millions de personnes concernées rien qu'en France. J'ai coutume de dire que le diabète de type 2 est la maladie la plus bête du monde, puisqu'elle existe uniquement chez les personnes qui mangent trop de glucides !

ONG et média corrompus par l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Lu.

RSF est financée en partie par l'Open Society Foundations de George Soros, elle a reçu 700 000€ de 2017 à 2021, la contribution de l'Open society représentant 1/4 du budget de RSF en 2021

Selon un internaute, il faut ajouter :

- Le Center for a Free Cuba, le National Endowment for Democracy créé sous le gouvernement Ronald Reagan lors de l'opération White propaganda (propagande blanche), la Fondation Ford ou encore la Fondation de France et enfin d'institutions publiques françaises (9 %) comme le bureau du premier ministre, le Ministère des Affaires étrangères ou encore l'Organisation internationale de la francophonie.

Le président de RSF, Pierre Haski, ancien de Libé et fondateur du site d'extrême gauche Rue89, a révélé en 2018 avoir travaillé directement pour M. Soros dans le cadre d'une « *opération de surveillance du web* » dont le but était de mesurer une potentielle « *trumpisation* » à l'œuvre dans la vie politique française. Le même Pierre Haski commente tous les matins sur France Inter la politique internationale, avec une inclination européiste et atlantiste. causeur.fr et AFP 13 décembre 2025

J-C – On retrouve les mêmes fondations qui finançaient le mouvement altermondialiste ou le Forum social mondial, cela doit être juste une coïncidence...

Puisqu'on vous dit que Libération serait de gauche, c'est qu'il est forcément de droite !

- CheckNews, le site de questions-réponses de Libération, a en effet remporté le premier prix de l'innovation dans le fact-checking lancé par l'International Fact-Checking Network (IFCN). L'IFCN nous accorde ainsi une bourse de 50 000 dollars (42 331 euros), qui permettra à CheckNews de se développer à l'étranger.

Plus précisément, l'IFCN a reçu à l'automne dernier deux donations qui lui ont permis de développer son réseau. Un million de dollars a été donné par l'Omidyar Network (qui appartient au fondateur d'Ebay) et 300 000 dollars par l'Open Society Foundations. Les 50 000 dollars de la bourse Fact Forward, remportée par CheckNews, ont été financés par l'Omidyar Network comme l'écrit Poynter dans son communiqué sur le prix.

En résumé, Libération a bien reçu une bourse qui lui permettra de développer CheckNews à l'étranger. Elle nous sera versée par un organisme indépendant, qui reçoit des financements de l'Open Society Foundations de George Soros mais aussi de la Charles Koch Foundation. Et pour ce qui est spécifiquement de la bourse, elle est financée par l'Omidyar Network. Libération.fr 21 mai 2017

Forum économique mondial de Davos.

Davos : les «grands de ce monde» sont-ils vraiment présents ? - RT 19 janv. 2026

Davos, c'est aussi un immense bordel, au sens propre du terme. La prostitution étant parfaitement légale et sans restriction en Suisse, les agences d'escortes girls voient leur chiffre d'affaires exploser. Probablement une mise en pratique, par les grands de ce monde, de l'égalité femmes-hommes qu'ils prêchent au petit peuple.

Et puisqu'on en est aux émargements des présents et des absents, on constate bien entendu l'absence de Vladimir Poutine, sanctionné et donc privé de forum. Mais ce n'est pas tout ! Monsieur Xi n'a pas jugé bon de faire le voyage. Il sera représenté par un vice-premier ministre. Pas de Modi, de Lula ni de Ramaphosa. Ceux-là se réservent probablement pour les réunions des BRICS. RT 19 janv. 2026

À Davos, Christine Lagarde claque la porte d'un dîner après les attaques d'un émissaire de Donald Trump - Le HuffPost 22 janvier 2026

L'incident s'est produit mardi 20 janvier lors d'un dîner à huis clos réunissant environ 200 dirigeants politiques et économiques, organisé par Larry Fink, le coprésident du Forum. Howard Lutnick, proche allié de Donald Trump, était le dernier intervenant de la soirée.

Selon des sources présentes au dîner, Christine Lagarde s'est levée et a quitté la salle alors que le responsable américain multipliait les attaques contre l'Europe, provoquant des huées dans l'assemblée. L'atmosphère s'est alors rapidement tendue et plusieurs participants ont commencé à quitter la salle à leur tour.

Face à cette situation, les organisateurs ont décidé de mettre un terme au dîner, avant le dessert.

Lu.

Un nouveau «moment Munich» au cercle polaire

À Munich, en septembre 1938, l'Allemagne nazie, la France, le Royaume-Uni et l'Italie étaient assis autour de la table. La Tchécoslovaquie elle-même n'était pas invitée. Celle-ci dut ensuite accepter qu'une partie de son territoire, les Sudètes, soit cédée, soi-disant pour éviter la guerre avec l'Allemagne.

Hitler présenta l'annexion des Sudètes comme la protection nécessaire des Allemands ethniques qui y vivaient, lesquels, selon lui, étaient opprimés par la Tchécoslovaquie et se voyaient refuser leur droit à l'autodétermination. Il présenta cela comme une correction légitime d'une injustice prétendue et assura au monde extérieur qu'il s'agissait de sa «*dernière exigence territoriale*».

En réalité, la crise des Sudètes fut délibérément mise en scène pour affaiblir la Tchécoslovaquie et rendre possible une étape suivante dans la guerre d'expansion allemande. La Grande-Bretagne et la France acceptèrent l'annexion en supposant que cela rassasierait l'appétit de Hitler.

Le Premier ministre britannique Chamberlain parla de «*peace for our time*» (la paix pour notre temps), mais moins d'un an plus tard, Hitler s'empara du reste de la Tchécoslovaquie et envahit la Pologne. La leçon fut dure : céder rend l'agression moins coûteuse, pas moins probable.

Parmi les nazis qui gravitent dans l'entourage de Trump.

Stephen Miller, proche conseiller de Donald Trump, s'inspire-t-il des discours de Joseph Goebbels ?

<https://www.facebook.com/vraioufake/posts/%EF%B8%8F-stephen-miller-proche-conseiller-de-donald-trump-sinspire-t-il-des-discours-de/1210956017744939/>

On vous présente Stephen Miller, l'influent conseiller de Donald Trump

https://www.franceinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/provocateur-anti-immigration-partisan-de-la-conquete-du-groenland-on-vous-presente-stephen-miller-l-influent-conseiller-de-donald-trump-qui-n-a-pas-fini-de-faire-parler-de-lui_7760069.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20260124&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1226794

Totalitarisme. Le "Conseil pour la paix" ou quand Donald imite Adolf.

- «Depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier 2025, Donald Trump, «président de la paix», a ordonné presque autant de frappes aériennes que Joe Biden durant l'ensemble de son mandat,

selon un décompte de l'ONG Acled. En un an, l'armée américaine a mené 672 frappes, principalement au Yémen et en Somalie, faisant plus de 1000 morts. Une stratégie militaire qui contraste avec l'image de «président de la paix» revendiquée par le chef de l'État». (Ouest-France, 14 janvier 2026).

J-C - Le "Conseil pour la paix" présidé par le despote Trump, est une escroquerie à un milliard de dollars par tête destinée à octroyer tous les pouvoirs à l'impérialisme américain ou lui permettre d'assurer la pérennité de son hégémonie politique sur le monde.

C'est une entreprise destinée à contrecarrer les BRICS, à les prendre de vitesse pour ainsi dire, afin de les empêcher dans l'avenir de se doter d'une institution politique qui rivaliseraient avec l'ONU, où les Américains et les sionistes ne supportent plus d'être en permanence sous la menace d'un véto. Ils souhaitent se libérer de cette contrainte et agir à leur guise en toute circonstance, sans qu'aucun obstacle institutionnel ne se dresse sur leur chemin, ce qui revient à s'octroyer des pouvoirs illimités.

Autres réflexions.

- Trump a trouvé mieux qu'un troisième mandat hypothétique, un titre et un poste de monarque absolu.
- Les statuts de ce « *Conseil* » déterminent sa nature politique : Fasciste ou impérial.
- L'entreprise totalitaire à laquelle adhèrent d'ores et déjà une vingtaine d'Etats, cautionne toutes les guerres menées par Trump ainsi que le génocide des Palestiniens.
- Si toute discussion avec Hitler relevait de la pire compromission qu'on pouvait concevoir, il en est de même avec Trump.

Le Conseil de paix de Donald Trump est créé, voici la carte avec les 22 membres fondateurs - Le HuffPost 22 janvier 2026

Un nouveau-né sur la scène internationale. Donald Trump a signé ce jeudi 22 janvier à Davos (Suisse) la charte fondatrice de son Conseil de paix, une instance qu'il rêve de voir supplanter l'Onu pour la gestion de l'ordre diplomatique mondial. « *Félicitations président Trump, la charte est maintenant en vigueur et le Conseil de paix est désormais une organisation internationale officielle* », a déclaré Karoline Leavitt, la porte-parole de la Maison Blanche.

Sur la scène où le président américain a créé ce nouvel organe, une vingtaine de dirigeants mondiaux avait pris place. La Maison Blanche a listé exactement 22 pays qui sont les membres fondateurs de ce Conseil de paix (il faut débourser 1 milliard de dollars pour en être membre permanent), essentiellement des alliés des États-Unis et des pays dirigés par des proches de Donald Trump.

Comme vous pouvez le voir sur la carte ci-dessous figurent donc : Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bulgarie, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Hongrie, Indonésie, Jordanie, Kazakhstan, Kosovo, Maroc, Mongolie, Pakistan, Paraguay, Qatar, Turquie, Ouzbékistan. « *Dans la plupart des cas (ce sont) des dirigeants très populaires, dans d'autres cas moins populaires. C'est comme ça dans la vie* », a lancé Donald Trump.

La Maison Blanche affirme qu'environ 35 dirigeants ont déjà accepté de s'y joindre, sur quelque 50 invitations envoyées. C'est par exemple le cas de Benjamin Netanyahu qui n'était pas présent en Suisse. En arrivant à Davos, Donald Trump a dit que Vladimir Poutine avait accepté l'invitation, ce que Moscou a démenti, précisant être seulement en train d'étudier la proposition.

La France a rejeté l'invitation, rejoints par la Norvège ou le Royaume-Uni. Le HuffPost 22 janvier 2026

"Plus d'un milliard de dollars en espèces": Donald Trump dévoile le prix des sièges permanents dans son *"Conseil de paix"* - BFMTV 19 janvier 2026

L'Onu a approuvé cette initiative en novembre dernier par sa résolution 2803. Certains experts en droit international la considèrent déjà comme une violation du droit international.

Donald Trump s'est autoproclamé président du Conseil de la paix. Il a le pouvoir de façonner l'institution comme il l'entend, de nommer son successeur, d'inviter des États ou de les retirer.

Les pays candidats à un siège permanent au *"Conseil de paix"* proposé par le président américain Donald Trump devront s'acquitter d'un ticket d'entrée d'un milliard de dollars, rapportent plusieurs médias américains et le quotidien en ligne Times of Israël.

L'instance avait été initialement conçue pour superviser la reconstruction de Gaza mais son projet de charte ne mentionne pas explicitement le territoire palestinien et lui assigne un objectif plus large, celui de contribuer à la résolution de conflits armés dans le monde.

"Le Conseil de paix est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime, et à garantir une paix durable dans les régions touchées ou menacées par des conflits", indique le texte intégral publié par le *Times of Israel*.

Le montant exigé pour un siège permanent a été révélé par l'agence Bloomberg. Les pays qui ne le verseraient pas ne pourraient siéger au-delà de trois ans.

"Chaque État membre exerce un mandat d'une durée maximale de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente charte, renouvelable par le président (Trump). Ce mandat de trois ans ne s'applique pas aux États membres qui versent plus d'un milliard de dollars en espèces au Conseil de paix au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur de la Charte", précise le projet.

Des États membres *"invités"* par Donald Trump

Seuls les États *"invités à y participer par le président"* américain pourront faire partie du *"Conseil"*. Donald Trump, qui présidera l'instance, a commencé à lancer des invitations.

Les États membres pourront voter sur les décisions du *"Conseil"*, mais Donald Trump aura seule autorité pour les approuver, précise le projet de charte.

Une soixantaine de pays, ainsi que la Commission européenne, ont également été invités à se joindre au conseil.

On ne sait pas combien de dirigeants ont été invités à rejoindre le conseil. Mais une référence de Trump dans les lettres d'invitation, selon laquelle l'organe "*s'engagerait dans une nouvelle approche audacieuse pour résoudre les conflits mondiaux*", suggère qu'il pourrait être un rival du Conseil de sécurité des Nations unies, l'organe le plus puissant de l'organisation mondiale créée dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale.

Le ministre israélien des Finances d'extrême droite, Bezalel Smotrich, a qualifié lundi le Conseil de la paix d'accord brutal pour Israël et a appelé à sa dissolution.

Samedi, le bureau du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré que la formation du comité n'avait pas été coordonnée avec le gouvernement israélien et qu'elle était "*contraire à sa politique*".

Les États-Unis devraient annoncer la liste officielle de leurs membres dans les prochains jours, probablement lors de la réunion du Forum économique mondial de Davos, en Suisse.

En complément.

- Hongrie: «*Je suis très honoré*», Viktor Orban accepte de rejoindre le «*Conseil de la paix*» de Donald Trump - RFI 21 janvier 2026

- Le Maroc est le premier pays africain à annoncer vouloir rejoindre le «*Conseil de paix*» de Donald Trump - RFI 20 janvier

- Benjamin Netanyahu annonce avoir accepté une invitation à siéger au «*Conseil de paix*» de Donald Trump - BFMTV 21 janvier 2026

Israël a accepté de faire partie du "*Conseil de paix*".

Dans son plan pour un "*Nouveau Gaza*", Donald Trump veut transformer le territoire palestinien dévasté en un complexe luxueux de gratte-ciels sur sa façade maritime, un projet qui pourrait voir le jour dans trois ans.

"Je vais avoir beaucoup de succès à Gaza, ça va être beau à voir", "je suis un promoteur immobilier dans l'âme (...) et j'ai dit, regardez ce site en bord de mer, regardez ce superbe lot foncier, ce que ce pourrait être pour tant de gens", s'est exclamé le président américain.

- Poutine a également déclaré que la Russie était prête à verser un milliard de dollars au Conseil de paix afin de soutenir le peuple palestinien.

Vladimir Poutine a salué l'initiative de Donald Trump visant à créer un Conseil de paix chargé de superviser le respect de la paix dans la bande de Gaza. Le président russe avait également indiqué que Moscou pourrait consacrer un milliard de dollars provenant de fonds russes gelés aux États-Unis à ce projet, principalement destiné à répondre à la crise humanitaire et à la reconstruction de Gaza. RT 22 janvier 2026

-"Nous avons beaucoup de gens merveilleux qui veulent nous rejoindre", a assuré Donald Trump mercredi lors d'une rencontre avec le président égyptien Abdel-Fattah al-Sisi, qui a annoncé son

intention de rejoindre le Conseil. *"Ce sera le conseil le plus prestigieux jamais créé"*. a ajouté Trump.

Selon l'administration américaine, quelque 35 pays ont accepté de se joindre au projet sur les 60 qui ont reçu une invitation. Donald Trump, qui envisage que le conseil remplace certaines fonctions de l'ONU, a révélé que des dirigeants avaient fait part de leur intention de le rejoindre, mais qu'ils devaient encore obtenir l'approbation de leurs parlements.

L'un des premiers à répondre à l'invitation de Trump a été le président du Bélarus Alexandre Loukachenko, qui voit dans le projet non pas des possibilités d'aider Gaza, mais plutôt des perspectives de promotion de la paix en Ukraine.

L'UE, le Royaume-Uni, le Canada et la Chine n'ont pas répondu à l'invitation de Donald Trump. Et un certain nombre de pays dégoûtés par les actions du président américain sur la scène internationale ont décliné l'invitation. La Norvège et la Suède ou encore l'Allemagne ont clairement indiqué qu'elles ne participeraient pas au Conseil.

Auparavant, la France avait décliné l'invitation, bien que Paris soutienne le plan de paix pour Gaza, elle craint que le Conseil ne tente de remplacer l'ONU en tant que principale plateforme de résolution des conflits. Euronews 22 janvier 2026

En complément.

Trump retire l'invitation adressée au Canada à rejoindre le Conseil de paix - RT 23 janv. 2026

Le Conseil de paix a retiré l'invitation adressée au Premier ministre canadien Marc Carney à rejoindre l'organisation internationale, a annoncé le président américain Donald Trump sur TruthSocial, sans préciser les raisons de cette décision. Il a appelé le dirigeant canadien à considérer cette publication comme une notification officielle. RT 23 janv. 2026

Ceci doit expliquer cela.

- Le Premier ministre canadien salue à Pékin un "nouveau partenariat" avec la Chine - AFP 16 janvier 2026

- Le discours de Carney à Davos suscite les éloges de Sheinbaum et le rejet de Trump - Investing.com 22 janvier 2026

Lu.

Le Conseil de Gaza de Trump, ou la résurgence du colonialisme par Ranjan Solomon (Middle East Monitor 18 janvier 2026) - Mondialisation.ca, 21 janvier 2026

https://www.mondialisation.ca/le-conseil-de-gaza-de-trump-ou-la-resurgence-du-colonialisme/5704161?doing_wp_cron=1769226155.9414279460906982421875

J-C - Non, titre trompeur, car le colonialisme n'a jamais cessé en réalité, le camoufler est criminel. Au lieu de recourir à des moyens de pression d'ordre financier ou politique, intimidations, menaces,

harcèlement, coups tordus ou sanctions, Trump passe ouvertement ou publiquement au cran supérieur en menaçant des Etats de recourir à des moyens militaires s'il n'obtenait pas gain de cause.

J-C - Cet article est intéressant, mais il présente un biais inacceptable pour nous.

Outre qu'il ne remet pas en cause l'existence d'Israël et opte pour la création d'un Etat palestinien au côté de l'entité sioniste, quand il aborde la question de la décolonisation, il échoue parce qu'il ne remonte pas à l'origine de la colonisation, ses auteurs refusant de remettre en cause l'existence du capitalisme et ses fondements.

Lu.

Mercosur : le Parlement européen saisit la Cour de justice et gèle la ratification

À Strasbourg, ce 21 janvier, les eurodéputés ont infligé un camouflet aux technocrates bruxellois. Par 334 voix contre 324, avec une poignée d'abstentions, ils ont voté la saisine de la Cour de justice de l'UE sur l'accord commercial avec le Mercosur.

Résultat : un gel de la ratification pour au moins deux ans, à peine quatre jours après la signature au Paraguay. Cette victoire serrée, fruit d'une révolte transpartisane, unit des agriculteurs français et des eurodéputés lassés des diktats globalistes qui ruinent nos campagnes et nos industries.

Au cœur de cette bataille, les lignes politiques ont volé en éclats. Renew Europe, les Verts/ALE, la Gauche, et même les Patriotes pour l'Europe portés par Jordan Bardella, se sont rangés derrière le recours, formant un front inattendu.

De l'autre côté, le PPE et les sociaux-démocrates du S&D ont résisté, malgré quelques défections qui ont fait pencher la balance. Cette division, rare à ce niveau, révèle un système bruxellois à bout de souffle, où les extrêmes font cause commune avec une partie du centre contre une élite déconnectée.

Face à cette révolte transpartisane, la bureaucratie bruxelloise hésite, partagée entre la tentation de contourner l'obstacle et la crainte d'un clash institutionnel majeur. La Commission pourrait tenter une application provisoire, mais le risque est explosif : les recours déposés par 144 parlementaires visent précisément ces questions piégées – environnement, santé, souveraineté alimentaire.

Les agriculteurs français y voient une brèche pour protéger leurs exploitations contre l'invasion de viande sud-américaine à bas prix.

Pendant ce temps, un sommet extraordinaire se profile jeudi sur les relations transatlantiques. Les dirigeants y discuteront de la suite, dans un Occident fragilisé par ces choix anti-souverains. Les peuples résistent, les élites grincent des dents : la machine européenne craque de toutes parts.

France.

Quand Macron se prend pour Trump et confond la Russie avec le Venezuela !

La Marine française arraïonne un pétrolier en provenance de Russie en Méditerranée - Euronews 23 janvier 2026

- Ce n'est pas la première fois que l'armée française capture un pétrolier étranger. En octobre, deux membres de l'équipage du navire Boracay, inclus dans un paquet de sanctions contre Moscou, avaient été placés en détention. L'opération n'avait toutefois guère abouti : deux jours après son arraïonnement, le Boracay avait repris paisiblement sa route vers l'Inde avec ses 100 000 tonnes de brut. RT 22 janv. 2026

Comment auraient-ils pu vendre ce qu'ils n'ont pas !

«Les socialistes ont vendu leur âme au diable» : réactions, en France, à l'annonce d'un recours au 49.3 sur le budget - RT 19 janv. 2026

Une ligne similaire a été observée du côté des Républicains (LR), dont le chef de file des députés.

En famille. Mélenchon « fan » du complexe militaro-industriel.

« Fan »... En visite chez Dassault, Mélenchon dithyrambique sur le Rafale - 20 Minutes avec AFP 20 janvier 2026

« *Je suis un fan du Rafale dans l'aviation mondiale* », a lancé le fondateur de LFI en arpantant cette usine moderne, inaugurée en 2025, où des fuselages de Falcon (avions civils) et Rafale (avions militaires) sont assemblés. « *J'admire beaucoup la maison Dassault, le travail qui a été fait pendant toutes ces années* », a ajouté Jean-Luc Mélenchon.

« *On est au cœur du cœur du savoir-faire français en termes d'avion de combat. On fait beaucoup mieux, avec beaucoup moins de monde, que les Américains pour réaliser un avion qui sait tout faire* », a ainsi vanté le PDG du géant français de la défense. « *Je vais m'en occuper de dire qu'on est les meilleurs* », lui a répondu Jean-Luc Mélenchon.

L'image de Jean-Luc Mélenchon, qui ne cesse de se présenter comme un militant de la paix, au milieu d'avions de combat pourrait étonner. « *Je ne suis pour faire la guerre à personne. Mais personne ne doit croire qu'il peut nous la faire sans qu'il lui en coûte très lourdement* », a-t-il expliqué. 20 Minutes avec AFP 20 janvier 2026

La lente extinction des petites fermes françaises - France-Soir 31 décembre 2025

Selon les données publiques, en trente ans, plus d'une exploitation française sur deux a disparu, frappant en priorité les petites fermes. Derrière cette hémorragie statistique se joue un basculement de modèle : concentration des terres, pression des marchés mondiaux, affaiblissement du tissu rural et interrogation majeure sur la souveraineté alimentaire du pays.

À la fin des années 1980, la France comptait plus d'un million d'exploitations agricoles. En 2020, elles n'étaient plus que 390 000, et environ 349 000 en 2023. Une chute continue, documentée notamment par l'Insee et reprise par le site du ministère de l'Agriculture, qui acte la marginalisation accélérée des petites structures familiales.

Dans le même temps, la taille moyenne des fermes s'est étendue, passant d'environ 55 à près de 69 hectares en une décennie. Comme le rapporte *The Epoch Times*, ce mouvement profite surtout aux exploitations déjà intégrées aux filières industrielles, capables de négocier avec transformateurs et distributeurs. Les petites fermes, souvent orientées vers l'élevage ou la polyculture, se retrouvent piégées entre exigences de volumes, volatilité des prix et investissements toujours plus lourds.

La mondialisation agit comme un accélérateur. Les producteurs français doivent composer avec des normes sociales et environnementales strictes, tandis que les importations à bas coûts s'imposent sur le marché. Terre de Liens parle d'une « *concurrence déloyale* » qui fragilise les exploitations les moins capitalisées et nourrit un « *plan social silencieux* » dans les campagnes. À terme, c'est la capacité du pays à maintenir une agriculture diversifiée, territorialisée et résiliente qui est en jeu.
France-Soir 31 décembre 2025

Allemagne

Allemagne, s'éloigne encore un peu plus de la démocratie autorisant la police berlinoise à installer des logiciels espions chez les particuliers - France-Soir 29 décembre 2025

Une réforme dans la capitale allemande de la loi policière portée par la coalition au pouvoir, CDU-SPD, soutenue par l'AfD, permet désormais aux forces de l'ordre d'entrer secrètement dans les domiciles des citoyens pour installer des logiciels espions. La réforme, très large, autorise aussi l'usage de nombreux outils comme l'IA, suscitant l'inquiétude des opposants qui y voient un aller simple vers des “*pratiques de la Stasi*” ou encore vers une surveillance généralisée.

Jusque-là, la capitale allemande faisait exception. Ou presque. Avant cette réforme, à Berlin, la loi sur la police (Allgemeines Sicherungs- und Ordnungs Gesetz ou ASOG) permettait aux forces de l'ordre d'accéder à distance aux données des suspects pour des crimes graves comme le terrorisme ou le crime organisé via des outils comme le *Bundestrojaner* (Cheval de Troie ou Trojan, un type de logiciel malveillant qui se déguise en programme légitime pour tromper l'utilisateur et s'infiltrer dans son appareil, NDLR), mais uniquement avec autorisation judiciaire préalable. Elle n'autorisait pas les intrusions physiques secrètes sans mandat ni surveillance de masse systématique, limitant les opérations à des mesures ciblées et justifiées par une menace imminente.

Berlin ne fait plus exception

Ailleurs en Allemagne, des Länder ont déjà légalisé ces dernières années des intrusions domiciliaires discrètes similaires pour installer des spywares lorsque l'accès distant échoue.

Mais au moment où la Cour constitutionnelle fédérale statuait que les policiers avaient besoin d'un mandat de perquisition judiciaire pour, par exemple, expulser un réfugié, le Bundestag (la Chambre des représentants) a décidé d'autoriser les forces de l'ordre à pénétrer discrètement dans les appartements des citoyens.

La réforme, adoptée le 4 décembre 2025 par l'Abgeordnetenhaus (Chambre des députés) de Berlin avec les voix de CDU-SPD mais aussi de l'AfD, est entrée en vigueur immédiatement, modifiant les paragraphes 26a et 26b de l'ASOG pour autoriser explicitement les entrées secrètes domiciliaires afin d'installer des logiciels espions si l'accès distant est techniquement impossible, limitée aux infractions graves et toujours sous mandat judiciaire avec durée et contrôles limités.

La réforme étend aussi les pouvoirs à la surveillance vidéo permanente, dans des zones publiques critiques, connectée à de l'IA pour analyse comportementale, à la reconnaissance faciale et biométrique post-détection, à l'utilisation de drones pour vidéo-surveillance, à des bodycams en domiciles privés en cas de danger imminent et à des requêtes massives sur données de tours cellulaires pour profilage de mouvement. Ces ajouts, totalisant une réforme de 736 pages, visent une "*modernisation numérique*" mais sont critiqués pour leur ampleur, avec des recours constitutionnels immédiats annoncés par la commissaire aux données de Berlin et des ONG. France-Soir 29 décembre 2025

Palestine occupée.

Le massacre continue.

- Gaza: un collaborateur de l'AFP et deux autres journalistes tués dans une frappe israélienne - AFP 22 janvier 2026

Jérusalem-Est : Israël démolit des locaux de l'Unrwa, qui dénonce une "*attaque sans précédent*" - France 24 20 janvier 2026

"Il s'agit d'une *attaque sans précédent*" qui "constitue une violation grave du droit international ainsi que des priviléges et immunités des Nations unies", s'est insurgé Roland Frierich, directeur de l'Unrwa en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

"Comme tous les États membres de l'ONU, Israël est tenu de protéger et de respecter l'inviolabilité des locaux de l'ONU", a souligné de son côté Jonathan Fowler, porte-parole de l'agence. "Cela devrait nous servir de signal d'alarme", a-t-il ajouté. "Ce qui arrive aujourd'hui à l'Unrwa peut arriver demain à n'importe quelle autre organisation internationale ou mission diplomatique."

Le ministre de la Sécurité intérieure, Itamar Ben Gvir, s'est rendu sur place pour saluer "un jour historique, un jour de célébration et un jour très important pour la gouvernance à Jérusalem".

"Pendant des années, ces soutiens au terrorisme étaient ici, et aujourd'hui ils sont chassés d'ici avec tout ce qu'ils ont construit dans cet endroit, c'est ce qui arrivera à quiconque soutient le terrorisme", a ajouté cette figure de l'extrême droite dans un communiqué publié sur Telegram.

Le chef de l'agence onusienne, Philippe Lazzarini, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sont considérés personae non gratae en Israël. France 24 20 janvier 2026

La misère continue à Gaza alors que Trump vante une vision tout autre à Davos - AP 22 janvier 2026

Des Palestiniens désespérés fouillaient à mains nues la décharge publique d'un quartier de Gaza dans l'espoir d'y trouver des objets en plastique à brûler pour se réchauffer, l'enclave ravagée par deux années de guerre entre Israël et le Hamas faisant face à un hiver froid et humide.

La scène se déroulant dans le quartier de Muwasi, dans la ville de Khan Younis, marquait un fort contraste avec la vision du territoire projetée par les dirigeants mondiaux réunis à Davos, en Suisse, où ils ont inauguré le Conseil de paix du président américain Donald Trump qui doit superviser Gaza.

Lors du Forum économique mondial de Davos, M. Trump a affirmé que des «niveaux records» d'aide humanitaire étaient entrés à Gaza depuis le début, en octobre, d'un accord de cessez-le-feu négocié par les États-Unis. Son gendre, Jared Kushner, et l'envoyé Steve Witkoff ont vanté avec triomphe le potentiel de développement de ce territoire dévasté.

Une réalité tout autre

À Gaza, plusieurs mois après le début du cessez-le-feu, des centaines de milliers de Palestiniens croupissent toujours dans des camps de déplacés, s'abritant dans des tentes et des bâtiments ravagés par la guerre pour tenter de se réchauffer alors que les températures descendent en dessous de dix degrés Celsius la nuit.

Malgré le cessez-le-feu, des frappes meurtrières continuent de s'abattre sur Gaza. Jeudi, des tirs de chars israéliens ont tué quatre Palestiniens à l'est de la ville de Gaza, selon Mohamed Abu Selmiya, directeur de l'hôpital Shifa, où les corps ont été transportés

Si l'aide humanitaire afflue davantage à Gaza depuis le cessez-le-feu, les habitants affirment que le carburant et le bois de chauffage sont rares. Les prix sont exorbitants et la recherche de bois de chauffage est dangereuse. Mercredi, deux garçons de 13 ans ont été abattus par les forces israéliennes alors qu'ils tentaient de ramasser du bois, ont indiqué des responsables hospitaliers.

Chine.

J-C - Faites ce qu'on vous dit, mais pas ce qu'on fait.

Que fait la Chine ? Ce que fait toute grande puissance, voilà ce qui lui est reproché par ses concurrents et leurs médias.

La Chine dévoile une nouvelle feuille de route pour renforcer son influence en Amérique latine - RFI 2 janvier 2026

La Chine ne se contente plus d'être un partenaire commercial en Amérique latine : elle s'y installe durablement. Son premier levier est celui des infrastructures. Vingt-quatre pays de la région ont rejoint les « nouvelles routes de la soie » chinoises. Ports, routes, énergie : Pékin finance des projets structurants, notamment autour du canal de Panama, un axe stratégique majeur pour le commerce mondial.

Le commerce et les matières premières sont le deuxième pion avancé par les Chinois. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de plusieurs grandes économies latino-américaines. Elle sécurise ainsi ses approvisionnements en cuivre, lithium, pétrole ou soja, essentiels à son industrie et à sa transition énergétique.

Pékin actionne également le levier du soutien politique en défendant des régimes sous pression américaine, comme le Venezuela, qu'elle soutient diplomatiquement à l'ONU tout en continuant à acheter son pétrole.

Résultat : la rivalité sino-américaine se joue désormais aussi en Amérique latine où Pékin transforme son poids économique en influence politique.

La Chine continue d'investir massivement dans ses «nouvelles routes de la soie» - RFI 21 janvier 2026

Les investissements chinois ont bondi de 75% en un an, atteignant 213 milliards de dollars en 2025, un record depuis le lancement de la « *nouvelle route de la soie* », la « *Belt and Road Initiative* ». Le recul de l'influence américaine, les tensions commerciales avec Washington et la forte volatilité des marchés énergétiques mondiaux figurent en toile de fond de ces financements.

La priorité est claire et l'accent est mis sur l'énergie, les mines et les technologies stratégiques. Avec le gaz en République démocratique du Congo (RDC), un complexe industriel au Nigeria ou une usine pétrochimique en Indonésie, Pékin enchaîne les mégaprojets.

Les investissements dans l'énergie dépassent 93 milliards de dollars, notamment dans le solaire et l'éolien, et la valorisation des déchets. Les métaux suivent, portés par la ruée vers le cuivre, indispensable aux centres de données qui alimentent l'essor de l'intelligence artificielle.

L'objectif assumé est de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement, de diversifier ses débouchés et de réduire sa dépendance à l'Occident. La Chine est désormais le premier créancier bilatéral mondial, avec 150 pays partenaires.

Russie.

Les principales déclarations de Sergueï Lavrov lors de la conférence de presse annuelle de la diplomatie russe - 20 janv. 2026

« La présence diplomatique russe renforcée en Afrique »

Sergueï Lavrov a annoncé que le nombre d'ambassades russes en Afrique atteindrait 49, avec l'ouverture de nouvelles représentations en Gambie, au Libéria, au Togo et aux Comores. Le ministre russe des Affaires étrangères a également affirmé que la Russie aidait les États de l'Alliance des États du Sahel à se libérer, selon ses termes, d'une dépendance néocoloniale.

« *Moscou compare l'importance stratégique de la Crimée et du Groenland* »

Sergueï Lavrov a affirmé que la Crimée était, selon lui, au moins aussi importante pour la sécurité de la Russie que le Groenland ne l'est pour les États-Unis.

« *Le maintien du régime de Kiev jugé inacceptable* »

Sergueï Lavrov a déclaré que toute proposition de résolution du conflit en Ukraine visant, selon lui, à maintenir le régime en place à Kiev était « *absolument inacceptable* » pour la Russie.

« *La création d'un État palestinien reste nécessaire* »

Sergueï Lavrov a estimé que la nécessité de créer un État palestinien demeurait d'actualité, y compris dans le cadre de l'initiative de Donald Trump visant à mettre en place un « *Conseil de paix* ».

Il a indiqué que Moscou avait reçu la charte du Conseil de paix sur Gaza et estimé que l'administration de Donald Trump faisait preuve de pragmatisme, en comprenant la nécessité de prendre en compte les intérêts des autres États.

Prétendue volonté de Kiev de mettre fin pacifiquement au conflit : le nouveau ministre de la Défense se fixe pour objectif de « tuer 50 000 Russes chaque mois » 20 janv. 2026

Mykhaïlo Fedorov, récemment nommé ministre de la Défense du régime de Kiev, a déclaré que sa mission consistait à tuer 50 000 militaires russes chaque mois. Il affirme que cet objectif lui a été fixé par Zelensky, déterminé à prolonger le conflit avec le soutien occidental, malgré les lourdes pertes subies par l'armée ukrainienne sur le front.

Ukraine.

Orbán : Kiev réclame 1 500 milliards de dollars à l'UE - RT 23 janv. 2026

À l'issue du sommet d'urgence à Bruxelles, Viktor Orbán a déclaré que les dirigeants de l'UE avaient reçu un document confidentiel chiffrant les demandes de l'Ukraine à 1 500 milliards de dollars sur dix ans, dont 800 milliards d'aide civile et 700 milliards pour des dépenses militaires.

Burkina Faso.

Burkina Faso : Comment Damiba a été livré ? par Afrimotiv

Le 18 janvier 2026, un avion privé décolle de Lomé dans le plus grand secret.

À son bord, un homme devenu central dans la crise sécuritaire du Burkina Faso :

Paul-Henri Sandaogo Damiba, ancien président de la transition.

Après plus de trois ans d'exil au Togo, l'ex-lieutenant-colonel est interpellé, jugé puis extradé vers Ouagadougou dans une opération menée avec une discréetion absolue.

Dans cette vidéo, Afrimotiv vous propose une enquête complète, chronologique et documentée sur les coulisses de la chute de Damiba, depuis le complot du 3 janvier 2026 jusqu'à son transfert final sous escorte sécuritaire.

Vidéo :

<https://www.youtube.com/watch?v=vh5m-SbJVdo>